

15 octobre 2016

Les dessous de la politique russe au Moyen-Orient



Grâce à sa politique claire et cohérente, la Russie fait de bonnes affaires au Moyen-Orient où elle est redevenue une puissance crainte et respectée.

Par **Roland Lombardi**, consultant indépendant, associé au groupe d'analyse de JFC Conseil.

Au-delà de sa démonstration de force et de son rôle diplomatique dorénavant incontournable en Syrie (comme dans toute la région d'ailleurs), la Russie a développé depuis quelques années (après notamment l'intervention occidentale en Libye de 2011 et parallèlement au développement des fameux «printemps arabes») son intérêt pour la Méditerranée et le Moyen-Orient tout en y arrêtant une politique dynamique, cohérente et surtout globale.

Depuis, il ne se passe pas un jour sans un succès symbolique et diplomatique du Kremlin sur tout le pourtour méditerranéen (le dernier en date étant la réconciliation avec la Turquie), avec à la clé de nouveaux contrats commerciaux ou un approfondissement des partenariats énergétiques, politiques et stratégiques avec la plupart des Etats importants qui comptent dans la région (Maroc, Algérie, Egypte, Israël et Iran).

Déjà en février 2013, alors que Moscou était (avec Téhéran) le seul soutien du régime de Damas et que la doxa des observateurs critiquait la politique russe tout en prédisant son échec, j'avais annoncé, dans [une analyse à contre-courant](#), qu'au contraire, les choix russes de l'époque finiraient par payer à plus ou moins long terme.

Ainsi, loin de toute grille de lecture «*anti-Russe*» ou «*anti-Poutine*» de certains médias et chercheurs occidentaux ou encore, à l'opposé, des nombreuses odes «*poutinolâtres*» de quelques uns, essayons ici d'expliquer et de faire une analyse froide et objective des réussites actuelles de la politique russe en Méditerranée et dans le monde arabo-musulman en général, où au contraire l'Occident, l'Europe et particulièrement la France perdent inexorablement des points chaque jour.

La Russie, une puissance musulmane?

Certes, la Russie, Etat phare de l'orthodoxie chrétienne, a réactivé, depuis quelques décennies, comme le déclare Jean-François Colosimo, l'un des meilleurs spécialistes du monde orthodoxe, une véritable «*géopolitique de l'orthodoxie*», dans le Sud de l'Europe (Serbie), en Méditerranée (Grèce et Chypre) et au Moyen-Orient (Chrétiens d'Orient).

Ainsi, Poutine a relancé la politique simple mais ancestrale de la Russie : se désenclaver afin d'accéder aux mers chaudes, avec pour verrou la Crimée (de retour dans le giron russe), et en s'appuyant notamment sur les chrétiens d'Orient, vecteurs de progrès, comme relais d'influence. Ceci explique d'ailleurs les positions russes sur l'Ukraine, la Crimée mais en partie aussi la Syrie.

Mais parallèlement à cette «*géopolitique de l'orthodoxie*», il ne faut pas perdre de vue que la Russie est aussi une puissance musulmane (elle est notamment membre observateur de l'OIC, l'Organisation de la coopération islamique), d'où l'attention qu'elle porte particulièrement à l'évolution politique du monde arabo-musulman. Pour comprendre l'histoire et la place de l'islam en Russie, il faut relire les ouvrages d'Hélène Carrère d'Encausse et surtout, les travaux de Xavier Le Torrivellec.

De fait donc, la Russie est bel et bien une puissance musulmane puisque l'islam est la religion de nombreuses minorités ethniques en Russie. Il y a près de 10.000 mosquées en Russie et la plus grande d'Europe, inaugurée en 2015, se trouve d'ailleurs à Moscou. L'islam est implanté depuis près de 1300 ans dans certaines régions comme le Nord-Caucase, dans l'Oural et près de la Volga.

Aujourd'hui, près de 15% de la population russe est musulmane soit entre 20 et 22 millions (la plus importante des minorités) sur 150 millions d'habitants. C'est donc cette proximité très ancienne avec l'islam, qui fait des Russes de fins connaisseurs de cette religion.

L'Institut d'études orientales (IVA) de l'Académie des sciences de Moscou est justement, avec ses deux cent ans d'existence, l'un des meilleurs centres de recherches et de réflexions sur l'islam et l'Orient de la planète. Le plus célèbre de ses élèves (et plus tard professeur) étant Evgueni Primakov. En effet, l'ancien Premier ministre et ministre des Affaires étrangères russe, que certains surnommaient le «*Kissinger russe*», fut aussi surnommé le «*Laurence d'Arabie soviétique*» de part sa parfaite connaissance du monde arabo-musulman. C'est d'ailleurs à lui que l'on doit la «*doctrine*» russe sur l'islam à savoir la différenciation entre les ennemis «*extrémistes*», comme les salafistes et les wahhabites, et les alliés «*fondamentalistes*».

Par ailleurs, cet islam «*multiforme*» (principalement hanafite, chaféite et soufi) a connu des relations mouvementées et ambivalentes avec le pouvoir central russe tout au long de l'histoire. C'est aussi, rappelons-le, contre le «*joug Tatar*» et les armées musulmanes que s'est en partie forgée aussi l'identité russe (Victoire russe lors de la bataille de Koulikovo en 1380). Mais au XVIIIe siècle, c'est sous l'influence des réformes de la tsarine Catherine II que l'islam russe, essentiellement des Tatars (majoritaires), se réforma pour donner le djadidisme.

Pour beaucoup, ce «*modèle de Kazan* (capitale du Tatarstan)» représente un exemple d'islam moderne, libéral et éclairé par une tradition érudite. Il n'en reste pas moins qu'aujourd'hui, l'islam de Russie, sans pour autant avoir une autorité centrale, est toutefois relativement discipliné, hiérarchisé et organisé. Il existe notamment de nombreuses

institutions représentatives comme l'une des plus importantes et des plus anciennes, l'Assemblée spirituelle des musulmans (DUM) de Russie, créée en 1788 et qui est une autorité administrative chargée de nommer les mollahs et de veiller au respect de la législation russe. Cette institution a évolué au fil des siècles et s'est démultipliée au niveau régional.

Quoi qu'il en soit, même si elles restent toujours sous étroite surveillance de la part des autorités russes, les diverses organisations musulmanes et les autorités religieuses du pays demeurent dans l'ensemble relativement loyales et fidèles à la patrie.

Certes, la Russie a été naturellement confrontée aux influences turques et déstabilisée dans ses périphéries par des mouvements djihadistes (Caucase, Asie centrale). C'est pourquoi, la Fédération a développé une politique souveraine envers «son islam» et c'est une raison pour laquelle, depuis le début des années 1990, les imams étrangers ont été expulsés et tout financement comme toute influence extérieure, notamment venant des pays du Golfe, sont interdits. D'ailleurs, le wahhabisme, le salafisme ainsi que les Frères musulmans sont proscrits en Russie!

Dans le Caucase, notamment, le Kremlin a repris le contrôle des imams caucasiens et déverse des millions de roubles tout en s'appuyant, comme justement en Tchétchénie avec le très controversé Ramzan Kadyrov, sur des potentats locaux et féroces qui font régner la paix et l'ordre jusqu'au fond des mosquées...

Bien sûr, le pays n'est pas pour autant épargné par le même phénomène de radicalisation qui touche les musulmans ou les convertis des pays occidentaux. Par exemple, plus de 2.400 Russes et près de 4.000 ressortissants des anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale auraient rejoint les rangs des djihadistes en Syrie. Notons au passage, qu'officiellement les autorités moscovites ont interdit ces départs. Mais dans les faits, elles ne les ont pas vraiment empêchés. Peut-être même qu'elles les ont parfois facilités afin d'éloigner le danger du territoire national tout en espérant «fixer» à l'extérieur ces «traîtres» pour pouvoir les «traiter» avec plus d'efficacité ultérieurement... comme c'est le cas aujourd'hui en Syrie.

Actuellement en Russie, les imams, les muftis, les théologiens, les savants et toutes les instances religieuses, comme l'Université islamique de Moscou, sont mobilisés au plus haut niveau pour endiguer l'extrémisme religieux et faire redécouvrir l'islam traditionnel. Parallèlement, le pouvoir et les autorités religieuses travaillent main dans la main pour faire concilier islam et patriotisme. En 2015, le Conseil des muftis de Russie a notamment lancé «*la doctrine sociale des musulmans russes*», un document à caractère patriotique mais précisant la place et le rôle des musulmans dans la vie de la Russie du point de vue des sources du droit musulman comme de la législation russe.

Par ailleurs, le Conseil des muftis de Russie, le Conseil spirituel des musulmans et le Conseil tchéchène des fatwas ont condamné Daech comme «*ennemi de la religion*» et déclaré que ses membres doivent être «*traités, non en tant que musulmans, mais en tant que criminels*».

Quant au puissant FSB (ex-KGB), le service de sécurité intérieure russe (comme le SVR, le service extérieur de l'espionnage russe) s'active depuis des années à combattre impitoyablement le terrorisme. Car la Russie est comme la France, une des principales cibles de ce fléau.

Cette menace du terrorisme islamiste a toujours été présente sur le sol russe et le Kremlin a pris la mesure du problème il y a déjà bien longtemps. Depuis les guerres de Tchétchénie (guerres asymétriques que la Russie a d'ailleurs finalement remportées...), Moscou a fait l'amère expérience de ce grave problème et a connu une longue série d'attaques et d'attentats. Les plus notables étant la prise d'otages du théâtre de Moscou en octobre 2002 (128 morts parmi les otages), l'attaque de l'école de Beslan en septembre 2004 (334 civils tués dont 186 enfants), attentats de Volgograd en décembre 2013 (30 morts) et en octobre 2015, l'attentat contre l'avion de la compagnie russe Metrojet au dessus du Sinaï égyptien (224 victimes).

Si le FSB est connu pour son expertise dans la lutte anti-terroriste, notamment grâce à son renseignement humain, ses infiltrations voire parfois ses intrigues, ses ruses et ses manipulations (vieilles, mais non moins efficaces, méthodes du feu KGB), les autorités russes sont très bien conscientes que le risque zéro n'existe pas dans ce domaine. Néanmoins, la Russie semble mieux armée que les démocraties occidentales contre ce genre d'attaques. Tout d'abord, parce qu'en temps normal, déjà, les responsables russes sont peu adeptes des Droits de l'homme et de l'Etat de droit. Alors en situation de «guerre», on peut aisément penser qu'ils ne s'encombrent nullement de ce genre de considérations...

En Occident, et notamment en France, nous avons tendance à tout intellectualiser, certains même recherchent encore des excuses et des circonstances atténuantes aux terroristes et ce, après 240 morts en 18 mois ! Mais pendant que nos belles âmes dissertent sur l'origine du mal, celui-ci se développe...

En Russie, les autorités ont moins de scrupules. Très critiquées bien évidemment par les intelligentsias occidentales, une série de mesures et de lois anti-terroristes extrêmement strictes et sévères ont été adoptées avec notamment l'abaissement de l'âge de la responsabilité pénale à 14 ans pour «*extrémisme*» !

On le voit donc, pour le Kremlin, il n'y a pas d'hésitations ni de tergiversations sur cette question. Du côté de Moscou, les mesures d'exception, parfois très expéditives, et la manière «*cosaque*» sont préférées aux bougies, aux discours de compassion ou encore aux «*numéros verts*», et autres «*centres de déradicalisation*» ou bracelets électroniques... Comme me le confiait récemment un diplomate russe, il serait d'ailleurs inconcevable pour l'Etat russe de laisser en liberté sur son territoire plus de 10.000 personnes jugées comme dangereuses ou simplement inscrites sur un fichier relevant de la «*sûreté de l'Etat*» ! Sur les bords de la Moskova, on écarte donc tout angélisme ou idéologie pour privilégier le fameux «*principe de précaution*» qui permet d'interner préventivement tout suspect. Depuis notamment son intervention en Syrie en septembre 2015, la Russie assure donc ses arrières et les arrestations, pour ne pas dire des rafles, dans les milieux suspects, se sont intensifiées.

Comme disait Staline : «*L'important n'est pas que le poing frappe, mais qu'il soit toujours suspendu au-dessus de chacun...*».

S'il n'y a pas non plus dans l'ensemble de rejet de l'islam de la part de la population russe, comme on peut l'observer actuellement en Europe, c'est peut-être aussi dû au fait que les Russes, à l'inverse des citoyens européens, sont conscients que le pouvoir met tout en œuvre pour les protéger et que les autorités religieuses sont réellement et concrètement actives sur ces questions.

En définitive, si la Fédération possède près de 2.500 km de frontières avec l'islam, c'est aussi, comme on l'a vu, l'évolution identitaire même des musulmans de Russie qui préoccupe le Kremlin. Eviter la fragmentation sociale et préserver la paix de l'une des plus anciennes sociétés multi-culturelles de la planète seront le principal défi de Moscou dans les décennies à venir. C'est sûrement aussi la raison pour laquelle, la politique migratoire russe est si sévère et que les réfugiés n'y sont pas les bienvenus comme en Israël ou dans les pays du Golfe d'ailleurs...

Napoléon disait que «*les Etats font la politique de leur géographie*». Nous pouvons le paraphraser en affirmant que «*les Etats font aussi la politique de leur démographie*». Et c'est à partir de ce postulat, où politique interne et géopolitique s'imbriquent et se confondent désormais, que nous pouvons comprendre la politique russe actuelle en Méditerranée et au Moyen-Orient.

La lutte tous azimuts contre l'islam radical et politique

Certains voudraient nous faire croire que la Russie est une puissance agressive, le nouveau «*grand méchant*». Mais n'oublions pas que c'est elle qui se sent agressée. Quoi qu'il en soit, le manichéisme n'a pas sa place en géopolitique. En réalité, notamment en Méditerranée et au Moyen-Orient, la Russie n'aspire plus, comme à l'époque soviétique, à une quelconque hégémonie et sa politique va bien au-delà d'une simple volonté de projection ou de puissance.

Le Kremlin, comme les chancelleries occidentales, avait été lui aussi surpris par les fameux «*printemps arabes*». Mais, à l'inverse des responsables européens et américains, les stratèges russes (comme israéliens d'ailleurs), eux, ont rapidement pris conscience que tout processus démocratique amènerait au pouvoir des partis islamistes, mieux organisés et plus déterminés que les faibles opposants ou «*révolutionnaires*» démocrates. Ainsi, craignant une contagion dans son pré carré caucasien et asiatique, la Russie a très vite adopté une logique de *containment* et a voulu se constituer un glacis dans l'espace méditerranéen et moyen-oriental contre l'islam politique et radical.

D'ailleurs, la perception de la Russie dans le monde arabo-musulman n'est pas la même que la perception européenne et ce pour essentiellement trois raisons.

D'abord, et c'est un point plus important qu'on ne le croit dans cette région, les Russes sont imperméables à toute notion de culpabilité et de repentance. Paradoxalement, pour Moscou, les débats autour du «*colonialisme*» ou de l'«*impérialisme*» rappellent les manipulations et les mensonges d'Etat de la propagande soviétique. Ainsi, à l'inverse de l'Occident et de son passé colonial, la Russie a une approche du monde arabo-musulman totalement décomplexée. Pour les Russes, il est inimaginable de s'excuser à propos, par exemple, des longues et cruelles guerres de conquête de la Russie en Asie centrale et dans le Nord-Caucase entre 1817 et 1864. Aucune repentance aussi pour les déportations massives de millions de musulmans (notamment Tchétchènes et Ingouches) dans les années 1930 sous Staline ou encore pour sa guerre (et ses exactions) en Afghanistan dans les années 1980 ou, enfin, pour son extrême brutalité dans ses guerres de Tchétchénie des années 2000.

Ensuite, la Russie, au contraire encore une fois de l'Occident, s'interdit toute leçon de morale en relations étrangères. Pour Moscou, il n'y a pas de dogme moral et de manichéisme dans ses perceptions du monde et on connaît les notions, de non-intervention et de non ingérence, si chères au Kremlin et élevées comme principes diplomatiques

incontournables. Rappelons ici que Poutine, malgré les vives tensions russo-turques d'alors, fit preuve de pragmatisme (sacrifiant peut-être quelque peu, il est vrai, son soutien aux Kurdes de Syrie) et fut le seul à soutenir l'islamiste Erdogan durant le coup d'Etat de juillet dernier et surtout, après les purges violentes qui suivirent. Purges qui furent au contraire condamnées par ses alliés américains et européens. Le résultat ne se fit pas attendre et le dictateur turc alla à Canossa et se réconcilia avec le président russe...

Enfin, pour les raisons internes que nous avons évoquées plus haut, la Russie se présente comme le champion de la lutte contre le terrorisme et l'islamisme.

Ainsi, le message russe adressé aux Etats de la région a le mérite d'être clair et pourrait se résumer de la sorte : *«Gérez vos pays comme bon vous semble mais nous ne voulons pas d'islamistes, "modérés" ou pas, au pouvoir; en échange et en cas de besoin, vous pourrez toujours compter sur notre fidélité et notre soutien !»*. C'est donc ce discours relativement très simple qui séduit fortement les autocraties et les gouvernements contre-révolutionnaires arabes.

La Syrie est d'ailleurs l'exemple concret de cette promesse. Car, outre le fait de montrer sa force et faire étalage de ses nouvelles armes (la guerre ça sert aussi à vendre des armes), Moscou soutient depuis cinq ans, diplomatiquement et militairement, le régime d'Assad et ce, en dépit de toutes les accusations et condamnations onusiennes et internationales comme on le voit encore ces derniers jours lors du siège d'Alep.

Foin de naïveté, que cela nous plaise ou non, c'est la solution russe qui s'imposera en Syrie. Assurée notamment du soutien de la Chine au Conseil de Sécurité des Nations unies, la Russie finira par gagner son pari dans le pays du fait de la paralysie américaine (élections), de la faiblesse onusienne et des incohérences européennes. Pour comprendre cela, il faut relire la dernière et excellente analyse de mon collègue Fabrice Balanche, un des rares [analystes honnêtes de la situation en Syrie](#).

Certains observateurs déclarent encore que le déluge de feu russe sur Alep actuellement, ruintera l'image de la Russie au Proche et Moyen-Orient. C'est peu probable. Certes l'Onu et les chancelleries occidentales poussent des cris d'orfraie (alors que le silence est de rigueur lors des frappes saoudiennes qui tuent énormément de civils au Yémen...), mais il n'en est pas de même dans les pays arabes et musulmans de la région mis à part peut-être à Riyad et à Doha. Toutefois, l'Arabie saoudite, affaiblie, est plus que jamais isolée. Le Qatar est dorénavant hors-jeu. Et la Turquie, on l'a vu, a revu sa position en négociant dernièrement avec la Russie.

En attendant, le réalisme et le respect apparents des souverainetés de Moscou rassurent ses partenaires au Maghreb et au Machrek. Au printemps dernier, le Maroc et la Tunisie se sont grandement rapprochés de la Russie (nombreux contrats commerciaux signés et développement des partenariats dans la lutte contre le terrorisme). L'Algérie est depuis des années un partenaire commercial et stratégique du Kremlin, mais depuis les bouleversements qui ont touché le monde arabe, elle a accentué et consolidé ses liens avec Moscou. L'Egypte d'Al-Sissi, pays le plus peuplé et le plus puissant des pays arabes, n'a jamais été aussi proche de la Russie. En Libye, le général Haftar, le futur homme fort du pays, ne tardera pas lui aussi à recevoir l'appui des Russes... Le Liban, l'Irak et le roi de Jordanie commencent également à faire des appels du pied très appuyés au maître du Kremlin... N'oublions pas enfin les relations suivies de la Russie avec les Etats musulmans d'Asie dans l'Organisation de coopération de Shanghai, notamment avec le Kazakhstan.

Quant à Israël, l'Etat hébreu entretient déjà une importante coopération commerciale, technologique et militaire avec la Fédération russe. Pour ce qui traite de la lutte contre le terrorisme ou encore depuis l'intervention russe en Syrie, les généraux des deux nations se rencontrent régulièrement... De fait, les Israéliens, sans le dire, voient assurément dans les Russes des alliés potentiels. Sans pour autant se substituer encore à l'allié américain (qui demeurera encore longtemps le principal soutien politique et militaire de l'État hébreu), pour certains stratèges israéliens, la Russie représente déjà un partenaire sérieux, fidèle, puissant et cohérent et, qui plus est, susceptible de contrebalancer, ou du moins maîtriser, l'influence de l'Etat phare du chiisme et l'autre puissant allié de la Russie dans la région, l'Iran. Signe des temps, fin août, Poutine faisait savoir qu'il était prêt à organiser et accueillir un sommet israélo-palestinien, initiative soutenue par l'Egypte et très bien accueillie à la fois par les Israéliens et les Palestiniens...

Finalement, grâce à sa politique claire et cohérente dans la région, certes la Russie fait de bonnes affaires (même avec l'Arabie saoudite!) mais elle est surtout redevenue une puissance crainte et respectée, avec laquelle il faut dorénavant compter. Sous l'ère soviétique, Moscou n'avait jamais atteint un tel leadership dans la zone. La Russie nous montre aussi qu'en politique étrangère, le réalisme politique (et géopolitique) reste le socle et qu'il ne faut jamais le soumettre à l'économie ou au commerce et encore moins à l'idéologie...

Même si malheureusement, le développement socio-économique des pays du Sud ne l'importe peu pour l'instant et que ses intérêts propres priment sur tous les autres, il n'en reste pas moins, qu'à plus ou moins long terme, la Russie risque de s'imposer comme le seul et véritable juge de paix au Moyen-Orient. Reste à savoir quelles seront les nouvelles options américaines pour la région à partir de janvier 2017 et si dans la durée, elle réussira là où les autres puissances occidentales ont toujours échoué...

** Consultant indépendant, associé au groupe d'analyse de JFC Conseil.*